République Française — **Département du Gers** — Première Circonscription

ELECTIONS LEGISLATIVES DU 12 MARS 1978



Joseph LAMOTHE

Maire de Chélan

Vice-Président du Conseil Général du Gers

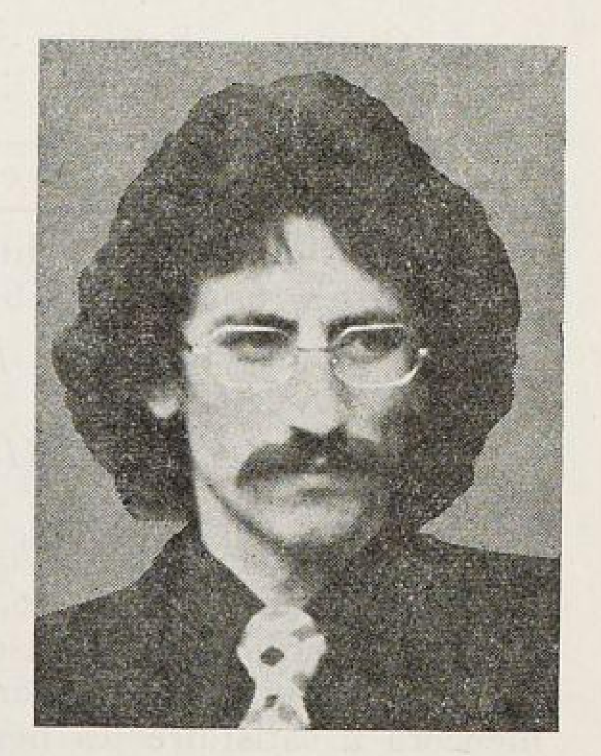
Candidat du Parti Communiste Français

pour l'union et le changement

SUPPLÉANT ÉVENTUEL :

Jean-Louis FERRIERE

Peintre en Bâtiment



Madame, Mademoiselle, Monsieur,

L'enjeu...

Le 12 mars, nous allons voter.

L'enjeu de ces élections est décisif. Jamais votre choix n'aura autant compté. Car il s'agit *de changer de politique.*

Allons-nous laisser poursuivre celle qui a fait ses tristes preuves ? ou bien les Français vont-ils enfin se donner une politique vraîment nouvelle ?

Voilà ce que vous déciderez le 12 mars.

Comme elle est profonde, dans le Gers, l'aspiration au changement !

— JEUNES qui cherchez en vain du travail et voulez vivre et travailler au Pays ;

— OUVRIERS de l'entreprise Bénac à Berdoues, de l'E.t.r.a.f. à Barcelonne, auxiliaires des P.t.t. et des services publics menacés dans votre emploi ;

— SALARIÉS qui connaissez les rémunérations les plus faibles de France ;

— AGRICULTEURS qui ne pouvez plus supporter la baisse de votre revenu, depuis cinq ans, et qui, souvent n'avez pas le S.m.i.c. ;

— ARTISANS et COMMERÇANTS écrasés de charges et victimes de la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs ;

— SINISTRÉS si faiblement indemnisés.

Dans toutes notres rencontres *avec tous ceux qui souhaitent vivre de leur travail,* nous avons senti ce grand besoin, ce grand espoir d'en finir avec les difficultés actuelles.

Il ne faut pas que cet espoir soit déçu ! Nous vous demandons, à vous tous qui le vivez, de *NOUS AIDER* à faire du 12 mars *la VICTOIRE de l'UNION et du CHANGEMENT.*

Quel « changement » ?

Aujourd'hui, tout le monde parle de changement, même l'actuelle majorité ! Mais sur des questions aussi importantes, on ne peut se contenter de promesses ou de belles paroles... Vous en avez tant entendu !

Changer, pour chacun d'entre nous, cela veut dire des choses précises :

C'est *se donner les moyens* de satisfaire des *besoins légitimes, URGENTS,* qui, dans leur diversité, montent de l'immense majorité des hommes et des femmes de notre département.

La situation actuelle est dramatique !

Changer, pour nous tous qui ne sommes pas des milliardaires, *c'est en finir avec les inégalités scandaleuses,* avec les salaires de misère, avec le malheur de vivre mal, privés d'avenir, volés de toute possibilité de nous épanouir pleinement.

Changer, cela commence par le S.m.i.c. à 2.400 francs *tout de suite* pour 40 heures, avec des mesures pour aider commerçants, artisans et petits patrons : allègement des charges sociales et fiscales, aides spécifiques.

Changer, c'est augmenter de 50 % les allocations familiales, porter à 1.300 francs le minimum des retraites vieillesse et allocations aux handicapés.

Changer, c'est pour les agriculteurs, *la garantie du revenu de leur travail* et la mise en place d'une véritable indemnisation des calamités agricoles.

Changer, c'est sortir notre jeunesse du mal-vivre, de l'angoisse du lendemain sans perspective, c'est donner à chaque jeune une bonne formation générale, un bon métier, *du travail,* des loisirs, *le temps et les moyens de vivre.*

Changer, c'est *l'égalité réelle entre femmes et hommes* (salaires, conditions d'emploi ; promotion professionnelle ; activités civiques, syndicales et politiques ; *toutes choses qui hâteront l'évolution indispensable des mentalités et des comportements individuels).*

Changer, ce sont *les libertés nouvelles* qui donneront à *TOUS* le *droit* de participer *activement* à la vie et aux décisions de l'entreprise, du quartier, de la ville, du département et de la nation.

Changer... Reportez-vous au Programme Commun et à nos propositions d'actualisation. Cela fait tant de choses nouvelles !

Mais ce changement est-il possible ? Quels moyens ?

L'histoire de la politique de ce dernier quart de siècle est faite de promesses non tenues. Nous, les communistes, nous ne faisons pas cette politique-là !

Ce que nous vous proposons de faire n'est possible que si nous nous donnons LES MOYENS DE LE FINANCER.

CES MOYENS EXISTENT : il faut faire payer les riches, les « gros bonnets » de l'industrie et de la finance.

Tel est le sens de *la nationalisation de 9 des grands groupes industriels et du secteur bancaire* qui règnent sur notre économie, *prévue par le Programme Commun en 72.* C'est en desserrant cet étau, en donnant à la nation la maîtrise totale de ces groupes, filiales comprises, sans laisser le loup capitaliste dans la bergerie, que l'on portera un coup décisif à la tyrannie du profit et des profiteurs, et que l'on commencera à satisfaire les besoins de la population. Y compris dans le Gers ! Tel est aussi le sens de l'impôt sur la fortune et sur le capital. *C'est un minimum indispensable.*

Cette politique-là, qui peut la combattre ?

Seuls, ceux qui n'y ont pas intérêt. Mais combien sont-ils dans notre département ? Si peu...

Une condition indispensable : l'UNION des forces de la Gauche, l'UNION de notre Peuple, autour d'un **BON PROGRAMME.**

Cette politique novatrice, vous le savez, a été mise en danger par les reculs et les hésitations de nos alliés. En ce qui nous concerne, nous et tout notre Parti, nous restons passionnément attachés à l'union des forces de la Gauche. Nous continuerons d'œuvrer envers et contre toutes les difficultés, pour un accord sur *un programme précis.*

Sans cela, pas de changement véritable, ni durable.

Il faut que la Gauche dise *aujourd'hui*

— ce qu'elle fera ;
— quand elle le fera ;
— avec qui elle le fera.

C'est une question de démocratie : vous devez savoir — c'est un DROIT ! — pour quel programme précis on vous propose de voter, quelles forces politiques s'engagent ,par un accord mutuel, à le mettre en œuvre, demain, au Gouvernement.

C'est une question de sérieux et d'efficacité : car le changement, ce n'est pas changer d'hommes seulement, mais changer aussi et surtout de *politique, avec le soutien des électrices et des électeurs qui auront pu VOTER LES YEUX OUVERTS.*

Soyons francs et clairs :

Une telle politique ne peut être appliquée que par *un Gouvernement d'Union de la Gauche* qui — c'est une évidence ! — DOIT COMPRENDRE DES MINISTRES COMMUNISTES. Que serait une « union » qui exclurait les communistes ou minimiserait leur influence ? Que serait une « union » qui tiendrait écarté des responsabilités nationales le Parti des plus opprimés et de ceux qui veulent le plus résolument et le plus clairement changer ?

Soyons francs : *qui d'autre que nous propose une politique aussi précise, équitable, honnête ?*

C'EST CELLE DU PROGRAMME COMMUN, *BIEN ACTUALISÉ après six ans d'aggravations continues de la crise.*

VOTONS COMMUNISTE pour garantir l'UNION

ELLE EST POSSIBLE, si très nombreux dans le Gers et dans le Pays vous exprimez, par VOTRE VOTE, *votre inébranlable volonté de ne pas voir vos espérances déçues.*

Nous sortirons alors, ensemble, de la politique « politicarde » pour engager une politique vraiment populaire, vraiment claire : UNE POLITIQUE DEMOCRATIQUE.

Ainsi, *voter communiste le 12 mars,* même si vous n'êtes pas d'accord sur tout, *c'est assurer la réussite pour demain ;*

C'est affirmer, pour l'union, pour un changement véritable, *l'exigence d'un programme clair et précis.*

Si nous gagnons, alors, pour nous, tout commencera à changer. Nous avons confiance.

Joseph LAMOTHE **Jean-Louis FERRIERE**

Vu : Les Candidats.

IMP. MONLONG - AUCH - Tél. 05.01.37